

PENURIE DE CARBURANT

La production de matériaux de construction à l'arrêt

Alors que les blocages de raffineries et de dépôts de carburants se prolongent, de nombreuses entreprises de la filière - en rupture de ravitaillement - sont dans l'incapacité de livrer leurs clients. Cette situation sans précédent conduit à une rupture d'approvisionnement en matériaux de construction (granulats, béton, bitume ...) dans de nombreuses régions.

Les remontées-terrain font apparaître des situations différenciées mais toujours critiques :

- **Dans le sud, en région PACA particulièrement** : de nombreuses unités de productions de béton, de bitume et de granulats vont être amenées à fermer au cours de la semaine à venir.
- **Au nord, notamment en Normandie** : les unités de production de matériaux de construction, à l'arrêt partiel la semaine dernière, sont en veille sur les évolutions à venir dans la semaine, notamment sur le secteur du Havre. Les éventuels blocages des écluses du port du Havre empêchent les déchargements de granulats marins, ainsi que les expéditions de granulats. C'est tout l'approvisionnement en granulats de l'Île-de-France qui est potentiellement menacé. De leur côté, les professionnels du transport restent très inquiets et suivent attentivement l'évolution de la situation.
- **A l'ouest, en Bretagne et Pays-de-la-Loire** : les centrales d'enrobés - en manque de bitume - ne fonctionnent déjà plus.

Cette pénurie arrive à un moment où nos entreprises sont fragilisées après 8 années de crise. Même si il est aujourd'hui difficile d'évaluer le préjudice sur l'ensemble de la filière au niveau national, l'activité des entreprises au mois de mai, voire juin (compte tenu des délais minimum de remise en fonctionnement des installations pétrolières) sera obligatoirement impactée.

La filière béton prêt à l'emploi, pour laquelle il n'existe par nature aucun stock, considère qu'en cas de statu quo de la situation sociale dans le pays, plus de 50% des unités de production de béton prêt à l'emploi seront dans la nécessité d'arrêter leur production dès le milieu de la semaine. Le manque à gagner pour la profession serait de plus de 8 millions d'€/semaine.

Au-delà de ces prévisions, ce sont des centaines de salariés sur l'ensemble de la chaîne de production qui sont menacés de chômage technique avec toutes les conséquences que cela implique.

L'Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM) demande aux pouvoirs publics d'assurer aux entreprises les moyens d'honorer leurs carnets de commandes et :

- de veiller au respect du droit et de prendre les mesures permettant de garantir l'intérêt général, la liberté de travailler et de circuler librement.
- d'instaurer un service minimum applicable au secteur de la production et de la distribution d'énergie afin d'assurer l'approvisionnement des entreprises.

Il en va de la survie économique des entreprises de notre filière !

L'Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM) est la fédération qui regroupe les industries extractives de minéraux (granulats, pierre naturelle, minéraux industriels, craie...), et les fabricants de divers matériaux de construction (béton prêt à l'emploi, mortier, plâtre...). Les 2 700 entreprises qu'elle fédère emploient 38 000 salariés et réalisent un chiffre d'affaires de 10,5 milliards d'euros. Avec celles des autres activités qui composent la filière des matériaux minéraux de construction (ciment, préfabrication béton, tuiles et briques), elles approvisionnent les entreprises et les artisans du bâtiment et des travaux publics, secteur qui représente plus de 1 million d'emplois, et font travailler 25 000 à 30 000 transporteurs dédiés.
Pour en savoir plus : www.unicem.fr